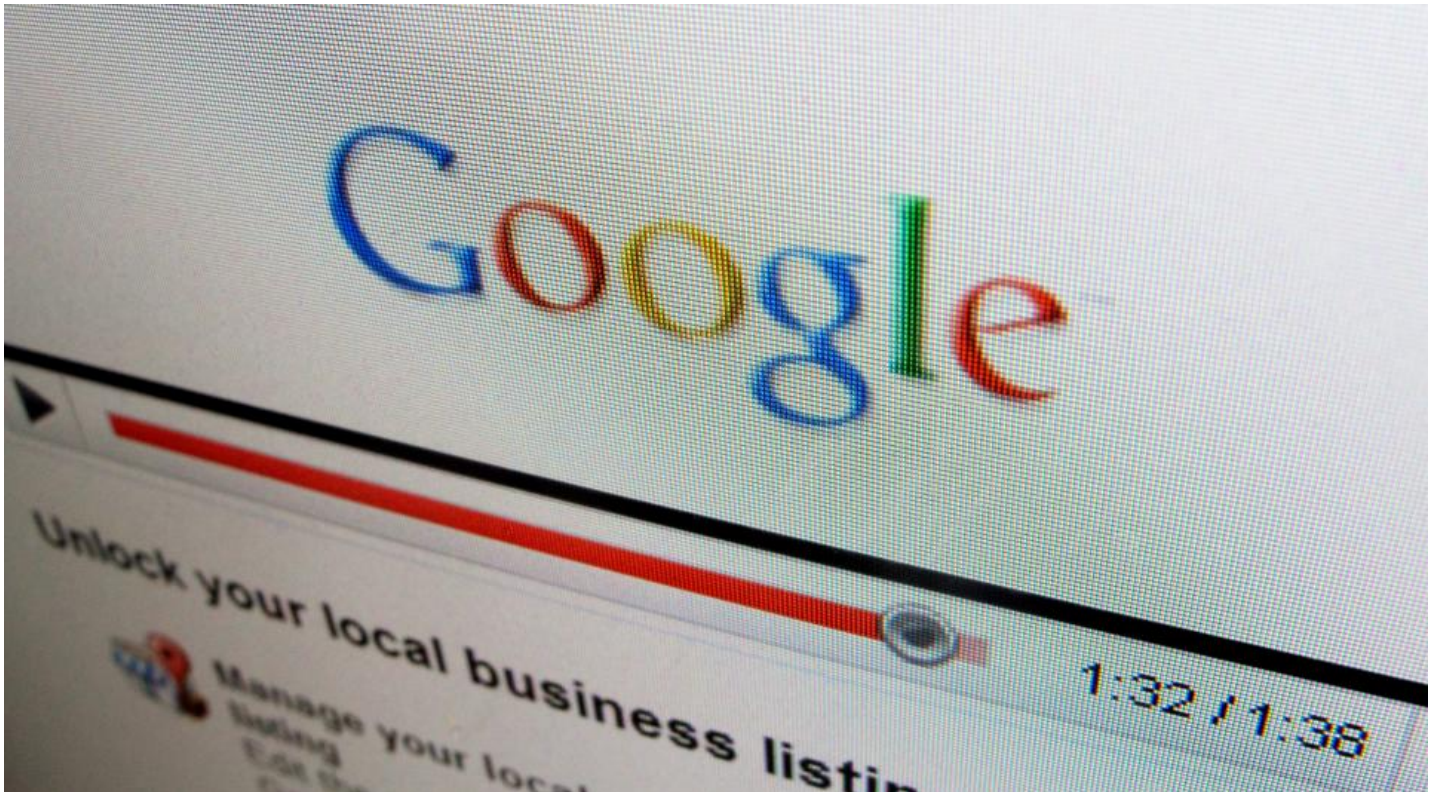


## L'Iran se coupe de Google et lance son propre réseau Internet



L'Iran a terminé ce week-end le développement de son propre réseau Internet, séparé du web mondial.

L'Iran a procédé ce week-end au raccordement de ses derniers ordinateurs administratifs à un nouveau réseau informatique national. Un "Internet BIS" dont l'accès sera réservé aux seuls ordinateurs du pays. La télévision d'Etat iranienne a aussi annoncé dimanche que le moteur de recherche et le service de messagerie Google allaient être bloqués "d'ici quelques heures". Le site de micro-blogging Twitter serait lui aussi inaccessible. En août dernier, le ministre des Télécommunications iranien annonçait que [son pays allait couper Internet d'ici 2013](#), pour le remplacer par un "réseau national d'information".

Une agence estudiantine a lié cette annonce à la publication sur Youtube [du film anti-islam L'Innocence des musulmans](#) il y a 15 jours. Une hypothèse non confirmée par les autorités iraniennes.

Les autorités justifient l'utilisation d'un Intranet par le besoin d'accroître la cybersécurité en Iran. En mars 2010, son programme nucléaire avait été attaqué par le virus Stuxnet, provoquant l'arrêt de centrifugeuses dans son principal site d'enrichissement de l'uranium.

Selon des médias iraniens, le réseau Intranet sera entièrement accessible aux particuliers d'ici mars 2013. Pour l'heure, impossible de savoir si l'Iran bloquera l'accès à l'Internet mondial à ce moment là. Le ministre des Télécommunications a déclaré le mois dernier à l'agence Fars que l'Iran devait prendre ses distances avec Internet. "En particulier sur des questions importantes et pendant des crises, on ne peut pas du tout se fier à ce réseau", a-t-il dit.

Officiellement, personne ne parle de couper l'accès au web mondial. Mais cela n'apparaît pas improbable dans ce pays où règne la censure. Plusieurs millions de sites Internet, aux contenus, jugés contraires à l'Islam sont bloqués en Iran. Tout comme la plupart des sites d'opposition ou d'informations critiques à l'égard du gouvernement.